



Interview de M. Ndiougou FALL

Ndiougou FALL est président du ROPPA (Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique)

Est ce que la hausse des prix va se poursuivre et profiter aux agriculteurs des pays du Sud?

- La croissance démographique de certaines régions de la planète auparavant exportatrices nettes de produits agricoles et aujourd'hui préoccupées à satisfaire la demande locale;
- Le potentiel des ressources naturelles;
- Les répercussions de la hausse des prix des carburants sur les facteurs de production et les coûts de fret, sont autant d'éléments qui laissent penser que la hausse des prix des matières premières est un phénomène structurel. Ils ne retrouveront plus leur niveau des années 2000 -2005.

Mais les prix élevés des produits agricoles traduit surtout un phénomène de rattrapage. Il compense leur faiblesse durant les années 2000-2005. Ils avaient alors été maintenus dans les pays développés à des niveaux bas, souvent en dessous de leur coût de production. Et pour couvrir le différentiel de prix, des subventions aussi absurdes qu'insoutenables ont été accordées aux agriculteurs de ces pays. La concurrence du Nord envers les pays du sud était alors déloyale.

A quelles conditions les paysans du Sud peuvent augmenter leurs productions ?

Le niveau actuel des prix agricoles constitue une opportunité pour permettre à l'agriculture des pays du Sud de se refaire une santé.

Les conditions à remplir pour que les paysans augmentent leurs productions sont :

- Conduire des politiques agricoles volontaristes fondées sur la promotion et la modernisation des exploitations agricoles familiales et tournées vers la satisfaction des marchés locaux et régionaux ;
- Assurer la maîtrise de l'eau mais aussi, faciliter l'accès aux intrants de qualité, au financement et à la technologie ;
- Dynamiser la recherche pour sélectionner des variétés adaptées et performantes et développer un réseau de conseil agricole;
- Réaliser des infrastructures et créer des marchés agricoles régionaux mieux protégés;
- Adopter des politiques commerciales nationales et régionales qui préconisent la protection de l'agriculture et des économies.

Penser que la hausse actuelle des prix peut justifier le renforcement des politiques libérales avec des tarifs bas comme c'est le cas au sein de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) serait la pire des erreurs.

Les producteurs ont besoin de prix stables et élevés. Et les Etats sont confrontés aux besoins des consommateurs au pouvoir d'achat parfois très faible. Comment concilier les intérêts apparemment divergents ?

Les politiques à promouvoir doivent assurer l'équilibre entre l'économique et le social, entre les consommateurs et les producteurs, entre les intérêts des villes et ceux des campagnes. Ces aspects pris deux par deux ne sont pas inconciliables bien que les politiques libérales conduites en Afrique ont pu le laisser penser.

Mais pour que cet équilibre se réalise, la fonction de l'Etat doit être restaurée. La réintroduction des instruments de gestion de l'offre démantelés pendant les ajustements structurels prend toute son importance. Il en est de même des politiques sociales qu'il serait nécessaire de conduire pour protéger les populations des villes et des campagnes les plus vulnérables en période de crise.